

gouvernement actuel a contribué considérablement à créer la richesse et la prospérité qui règnent aujourd'hui. On ne devrait pas avoir besoin des chiffres pour établir cela. Les journaux conservateurs l'admettent. Prenez la première personne venue, non seulement parmi les membres du parlement, mais la première personne que vous rencontrerez dans la rue et demandez-lui si elle a jamais été témoin d'une prospérité comme celle que l'on voit au Canada, et elle vous répondra dans la négative. Aussi, prétendre que le gouvernement actuel n'a pas largement contribué à créer cette prospérité c'est dénaturer les faits. J'ai été fort amusé d'entendre mon honorable ami accuser le gouvernement d'augmenter la taxation. Ce qu'il appelle la taxation est le revenu provenant des achats faits à l'étranger avec le surplus des recettes. Il est assez difficile pour un gouvernement de dire ce qui doit être fait. Nous voulions diminuer le taux des taxes, mais nos amis de la gauche, l'opposition et probablement quelques membres de la droite ont dit : "Ne faites pas cela, vous allez ruiner, vous allez détruire les industries du pays. Elevez-le, élevez-le." Et c'est là ce qui nous est dit de toutes parts aujourd'hui. On nous accuse de détruire avec le tarif actuel les industries du pays. J'ai remarqué que durant la campagne électorale qui a été faite dans Saint-Jacques et Hochelaga—le gouvernement a été accusé de ruiner les industries du pays en refusant d'élever le tarif. Nous devons prendre un juste milieu. Nous avons à présent un tarif qui n'opprime pas le peuple. Grâce à la politique suivie par le gouvernement le peuple canadien a accumulé des richesses. La chose est facile à voir. Assistez à l'une de nos expositions, et vous verrez que dans nulle autre partie du monde les cultivateurs sont dans une meilleure condition que les cultivateurs du Canada. Chacun d'eux est à l'aise. Je dis que les faits établiront d'une manière irréfutable que ce gouvernement-ci, en adoptant le tarif en vigueur, qui est un moyen terme—a augmenté considérablement la prospérité du Canada.

Ils n'ont pas détruit les intérêts du pays, et quelles que soient les vues que je puisse avoir, ou que mes amis puissent avoir eues au sujet de la protection, ou du libre-échange lorsqu'il y a eu changement de gouverne-

Hon. M. FERGUSON.

ment en 1896, il a été absolument impossible à sir Richard Cartwright, ou à d'autres libre-échangistes de retourner à leurs vieilles idées. Je ne me propose pas de discuter maintenant cette question ; mais je crois qu'il est facile de démontrer que si le libre-échange eût toujours existé au Canada comme il existe en Angleterre, notre pays serait prospère aujourd'hui. C'est un pays agricole, et sa richesse est due aux productions du sol. Mais il est inutile de discuter cela. Le gouvernement actuel n'est pas arrivé au pouvoir pour ruiner le peuple qui avait placé de fortes sommes dans les manufactures. Il a voulu le protéger et en même temps créer des débouchés pour le commerce. Pour rendre la chose parfaitement claire, M. Foster, l'autre jour, parlant à Montréal, a admis qu'il régnait dans le pays une grande prospérité et qu'elle était due au fait que le gouvernement actuel avait marché sur les traces de ses prédécesseurs, qu'il n'avait fait aucun changement dans le tarif ; qu'il n'y avait qu'une différence de 1 pour 100 dans les droits douaniers et que le pays était prospère uniquement parce qu'il avait suivi les traces de ses prédécesseurs. Voyons maintenant ce que sir Charles Tupper, le chef de l'opposition d'alors, a dit, en 1897, au sujet du nouveau tarif. Il a d'abord fait allusion au fait que sir Wilfrid Laurier et les autres membres du gouvernement ont assuré aux manufactures qu'ils ne pourraient être ruinés, qu'il ne serait présenté aucune législation rigoureuse capable de ruiner les industries du pays ; et sir Charles et l'opposition, au moment où le tarif était étudié par le parlement, a accusé le gouvernement de n'avoir pas rempli ses promesses, de ruiner les industries du pays. Voici les paroles de sir Charles :

Quel est le résultat ? Le tarif est mis en vigueur, et l'honorable ministre sait que les industries du pays sont déjà paralysées en conséquence. Pendant que les honorables messieurs contemplant, avec des yeux pleins de convoitise, la destruction des industries canadiennes, je lisais dans la "Montreal Gazette" la plainte navrante des industriels qui déclarent l'un après l'autre que leurs manufactures sont ruinées, que leurs moulins doivent fermer leurs portes et qu'ils prévoient déjà le déplorable état de choses qui existait lorsque l'honorable ministre qui vient d'adresser la parole à la Chambre, était chargé de mettre à exécution la politique fiscale du pays. Je dis que jamais un tort plus considérable n'a été fait au Canada. Les honorables messieurs auraient pourtant agi assez mal s'ils se fussent présentés devant le pays et lui eussent avoué qu'ils étaient en faveur de